

Franck Daninos, *CIA : une histoire politique (1947-2007)*, Paris, Tallandier, 2007, 459 p.

Pierre Mélandri

Les agents de la CIA « sont devenus le sujet de discussion dont on parle à travers le monde. Quels que soient les événements, on pense qu'ils ont toujours quelque chose à y voir » déclara Zhou Enlai à Kissinger en 1971. Ce à quoi le second répliqua : « C'est exact. Cela les flatte, mais ils ne le méritent pas. »

C'est sur ce dialogue que s'ouvre le volume de Franck Daninos consacré à « l'histoire politique » de « l'Agence », c'est-à-dire aux missions qui lui ont été assignées, à l'influence réelle ou supposée qu'elle a exercée et, par-dessus tout, à ses relations avec la Maison blanche.

En fait, l'histoire de la CIA coïncide avec le surgissement des Etats-Unis comme superpuissance. Longtemps, en effet, le renseignement américain est resté l'apanage des services militaires. « Les gentlemen ne lisent pas le courrier des autres » aurait déclaré Henry Stimson en mettant un terme, en 1929, à une brève incursion du département d'Etat dans ce domaine. C'est l'attaque-surprise japonaise à Pearl Harbor qui a mis en lumière les risques inhérents à l'absence d'un service coordonnant le renseignement aux Etats-Unis et débouché sur la création de l'Office of Strategic Services (OSS) du général « Wild » Bill Donovan. Las ! En dépit de ses exploits, l'OSS ne résistera pas au retour de la paix. Il est dissous par Truman quelques mois après la fin des hostilités.

La césure est pourtant de courte durée. La nécessité où les Etats-Unis se retrouvent, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, d'assumer la responsabilité de l'ordre libéral impose bientôt à leurs dirigeants une réorganisation complète de leur appareil de politique étrangère. En 1947, le *National Security Act* ne se contente pas de créer l'ancêtre du département de la Défense et d'instaurer un Conseil de Sécurité nationale dont la mission sera de coordonner l'ensemble des moyens diplomatiques, économiques et diplomatiques de l'Amérique. Il crée une Central Intelligence Agency (CIA) dont le Directeur exercera, outre la supervision de l'Agence, deux prérogatives : conseiller le Président et coordonner les informations collectées par l'ensemble des services de renseignement. C'est le début d'une histoire qui érigea longtemps la nouvelle Agence au rang de mythe entouré de mystère et qui la verra osciller entre une réputation d'omnipotence ou d'invincibilité d'un côté, et, de l'autre, les accusations d'incompétence, d'abus de pouvoir et d'ingérence coupable dans les affaires souveraines des Etats étrangers.

D'emblée, en effet, dans le contexte de guerre froide en train d'émerger, la CIA est conduite à étendre ses activités à l'action clandestine à l'étranger. L'occasion en est l'élection italienne de 1948. La mission ? Faire obstacle à la victoire possible des communistes. Le résultat incite très probablement les dirigeants américains à voir dans ses interventions secrètes l'un des principaux moyens d'endiguer l'expansionnisme et les desseins du Kremlin. Dès juin 1948, Truman charge l'Agence de conduire l'ensemble des missions clandestines telles que des opérations de « propagande, de guerre économique, des actions préventives directes, comme le sabotage, l'anti-sabotage et la démolition, la subversion contre des gouvernements hostiles, (...) ainsi que le soutien à des éléments indigènes anticommunistes actifs dans les pays menacés du monde libre ».

La CIA entre alors dans ce qui fera figure, avec le recul, de son « âge d'or ». En 1949, le Congrès la dote d'un privilège unique : disposer sans lui en rendre compte de ses fonds qui s'envolent bientôt avec la guerre de Corée et l'inquiétude qu'elle sème sur les intentions et les

capacités du camp opposé. Son influence est sans doute à son apogée sous la présidence d'Eisenhower où Allen Dulles, son Directeur, n'est autre que le frère de John Foster, le secrétaire d'Etat. Elle réussit alors ses plus grands coups d'éclat : les renversements du gouvernement Mossadegh en Iran en 1953 puis, en 1954, celui du gouvernement Arbenz au Guatemala ou encore la diffusion du rapport secret de Khrouchtchev sur les crimes de Staline.

Par la suite, les historiens en viendront sans doute à évaluer d'un œil plus critique ces « succès » dont le coût tant politique que humain va se révéler, avec le temps, très élevé. Mais, dès ces années, la réputation d'invincibilité que la CIA s'est gagnée, apparaît infondée. Non seulement, ses tentatives pour déstabiliser l'Europe de l'Est sont des échecs complets mais, en ne parvenant à prévoir ni la première explosion soviétique, ni l'éclatement de la guerre de Corée, elle se montre incapable d'assumer la mission originelle pour laquelle elle avait été créée : anticiper les dangers.

Dès les années 1960, alors même qu'à l'extérieur son aura est à son sommet, son influence apparaît déjà quelque peu en retrait. Kennedy ne peut oublier le désastre où, dans l'affaire de la Baie des Cochons, l'Agence l'a entraîné même si son Administration continue de compter sur elle pour la débarrasser de Fidel Castro et si son rôle dans la crise des missiles lui vaut un regain légitime de crédit. Désormais, son poids auprès des Présidents ne va cesser de fluctuer. Johnson, par exemple, est irrité par le scepticisme, au demeurant lucide, qu'elle affiche face à sa politique vietnamienne mais impressionné par le flair dont son Directeur, Richard Helms, fait preuve à l'approche du déclenchement de la guerre des Six jours. Nixon et Kissinger se méfient, eux, d'une CIA qui s'est révélée incapable, tout au long des années 1960, d'anticiper l'envol de la puissance militaire soviétique. Ce qui ne les empêche pas de l'utiliser au Chili contre Salvador Allende. La rupture entre le Président et Helms est consommée quand celui-ci refuse de laisser son Agence peser sur le FBI pour qu'il arrête son enquête sur le Watergate comme Nixon n'hésite pas à le lui demander.

Alors que, dans la foulée de ce scandale et, plus encore, du Viêt-nam, le pays s'interroge sur l'impact de sa nouvelle politique impériale sur son expérience nationale, la chute de Nixon met, d'une certaine façon, la CIA en première ligne. La voilà dorénavant confrontée à un regain de vigilance de la part de journalistes et parlementaires longtemps indifférents ou complaisants. Une série de fuites, y compris en provenance de sa direction soucieuse de prendre les devants et de calmer l'irritation des sénateurs et représentants, a pour principal résultat de donner d'elle l'image d'un « *rogue elephant* » : une entité ayant échappé à tout contrôle et contrevenu aux lois tant nationales qu'internationales. En 1975, authentique « *annus horribilis* » pour l'Agence, une série d'enquêtes aboutit à un extraordinaire déballage, dont un des mérites annexes sera d'ouvrir une ère de recherche universitaire. L'Amérique apprend ainsi que l'Agence a conduit, au début des années 1950, des efforts visant à contrôler le cerveau humain et comportant des tests de drogues et poisons divers sur des drogués, prostituées et autres marginaux qu'elle a séquestrés, qu'elle a conduit des tentatives d'assassinats contre des dirigeants étrangers (Castro, Trujillo et Lumumba en particulier), qu'elle a procédé à la surveillance (illégal au regard de sa charte) de plusieurs journalistes et politiques américains et qu'elle a fiché des étudiants, des activistes afro-américains, des militants pacifistes.

Le tout débouche sur une première réorganisation majeure de la communauté du renseignement, sur l'interdiction faite par le Président à ses agents de recourir aux assassinats politiques mais aussi sur la réévaluation critique de ses estimations des capacités militaires soviétiques jugées par trop iréniques. Peu après, sous Carter, l'accent est mis sur le renseignement technique (SIGINT) au détriment du renseignement traditionnel (HUMINT). Ce qui n'empêche nullement la CIA d'enregistrer, en 1979, de nouveaux revers quand elle se révèle incapable de prédire la chute du Chah ou la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran

Son moral est sans doute au plus bas quand l'invasion de l'Afghanistan, l'élection de Ronald Reagan et la nomination à sa tête d'un « ancien » de l'OSS, William Casey, lui assurent à

nouveau les premiers rôles dans la lutte contre le camp opposé : tant en Pologne, qu'en Amérique centrale ou en Afghanistan. La chute de l'URSS peut dès lors paraître consacrer son succès. Elle la prive en réalité de ce qui était sa première raison d'être et la contraint à se consacrer à de nouvelles priorités : soutien aux opérations militaires, renseignement économique et évaluation des menaces transnationales, y compris le terrorisme. Sa reconversion se révèle d'autant plus difficile que, à la différence de Bush père, un de ses anciens Directeurs qui s'y montre très attaché, Clinton est enclin à l'ignorer et que CNN paraît parfois beaucoup plus à même d'informer rapidement l'Administration américaine. S'ouvre alors pour elle une période de déclin où elle voit ses effectifs comme ses fonds réduits et son moral affaibli.

Si le 11 septembre 2001 est un tournant, il se révèle pour l'Agence à double tranchant. D'un côté, aux yeux du pays tétanisé, la fin semble justifier tous les moyens et les contraintes qu'elle s'était vu imposer sont subitement relâchées. De l'autre, elle ne peut éviter de se voir reprocher d'avoir, une fois de plus, été impuissante à prévenir le danger. Son image, déjà ternie, est carrément salie par son rôle dans la marche à l'invasion de l'Irak, puis, à partir de la fin 2005, par les révélations sur son recours à la « torture » et sur sa politique de transfert (*rendition*) de suspects à des régimes pratiquant ouvertement cette dernière. Dès décembre 2004, au demeurant, la sanction est tombée. La « loi sur la réforme du renseignement et la prévention du terrorisme » crée une « CIA au-dessus de la CIA » sous l'égide d'un nouveau Directeur national du renseignement. Une ère dans l'histoire de l'Agence vient de s'achever.

« L'histoire » de la CIA reste évidemment à faire tant la documentation à son sujet reste encore lacunaire et tant ses activités ont été à la fois multiples et planétaires. Ceci dit, Franck Daninos nous offre une introduction bienvenue, aisée à lire, sans parti pris et, pour l'essentiel, correctement informée. On ne peut que souscrire à ses conclusions qui reprennent, au demeurant, celles des études disponibles sur la question : les Présidents ont trop négligé les analyses de l'Agence et trop compté sur son aptitude à influencer, *via* ses opérations clandestines, sur le destin des pays étrangers ; si elle s'est souvent révélée incapable de déjouer les surprises et donc de remplir sa tâche prioritaire, elle a probablement moins été « l'État dans l'État » qu'ont dénoncé ses adversaires qu'un commode « bouc émissaire ». Elle n'a en réalité contrôlé que 10% à 15% des moyens consacrés au renseignement, l'essentiel allant aux agences dépendant directement des militaires. Au fond, dans un monde dont les Etats-Unis ne pouvaient plus, comme par le passé, s'abstraire, elle s'est imposée comme un « mal nécessaire », la « première ligne de défense » d'une Amérique propulsée au rang de Superpuissance planétaire. Elle s'est, du coup, retrouvée au cœur même de la tension qui, à partir de la Seconde Guerre mondiale, a marqué l'histoire de la nation : celle entre le souci d'assurer sa sécurité et la volonté de préserver ses libertés et, donc, son identité. Une tension qui ne risque guère de s'atténuer alors que de l'Union soviétique le terrorisme a pris le relais.